


LE MAROC sous haute tension

 Le mouvement de contestation né en octobre dernier dans le Rif ne cesse de croître et pourrait s'étendre aux grandes villes

► *“C'est clair que ce qui se passe actuellement, c'est la crise la plus sérieuse à laquelle est confronté le roi Mohamed VI depuis qu'il est monté sur le trône en 1999, soit près de 20 ans. La situation est assez volatile. On a l'impression que le Palais ne prend pas la mesure de la situation et du mal-être de la population. En l'absence de réponse adéquate du Palais et de son entourage, ce qui apparaissait comme une simple alerte s'est transformé en crise”,* indique Kader Abderrahim, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), spécialiste du Maghreb, alors qu'au moins 100.000 manifestants ont défilé dimanche dans les rues de la capitale du pays, Rabat, en soutien à la contestation populaire qui secoue le nord du pays.

Un nombre de participants très important pour une manifestation dans ce petit pays du Maghreb peu habitué aux mouvements de contestation d'envergure qui a été dévoilé mardi par *Le Soir* et qui contraste fortement avec les chiffres des autorités marocaines, lesquelles évoquaient plutôt 10.000 à 15.000 personnes.

Cette semaine, un autre fait rare est survenu : une trentaine de chercheurs en sciences humaines et sociales ont signé une tribune publiée par l'hebdomadaire marocain *Tel-Quel* pour souligner la légitimité des demandes du mouvement de protestation, telles qu'une justice sociale, une équitable distribution des richesses et une bonne gouvernance plus importantes.

C'EST LE 28 OCTOBRE dernier que la mort atroce de Mouhcine Fikri, vendeur de poisson broyé par une benne à ordures en tentant d'empêcher la destruction de sa marchandise par la police, réveille soudainement le Rif marocain. Cette province située dans le nord du pays et dont les principales villes sont Tanger, Tétouan, Fès et Meknès, est particulièrement touchée par la pauvreté. Une situation dont la responsabilité revient en grande partie à l'ancien roi Hassan II qui, après la Révolte du Rif de 1958-1959, a puni la région pendant 40 ans pour avoir osé se soulever contre l'État marocain.

Pour survivre, les seules ressources des Rifains ont long-

temps été l'argent de l'émigration, de la contrebande, et de la culture et du trafic de haschich. Depuis, les habitants de la ville d'Al-Hoceïma, d'où était issu Mouhcine Fikri, manifestent pacifiquement contre, pêle-mêle, l'autoritarisme, la corruption, le chômage de masse et la pauvreté. Alors que l'État marocain avait tablé sur un essoufflement du mouvement de protestation, celui-ci n'est jamais survenu. Les récentes mesures répressives, telle l'arrestation des principaux leaders, n'ont pas eu les effets escomptés et risquent désormais de durcir le mouvement.

LIMITÉ JUSQU'ICI à Al-Hoceïma, le moindre incident pourrait suffire à créer l'embrasement dans les grandes villes du nord du pays. *“Je suis chercheur et je me base sur des faits, mais on ne sait pas aujourd'hui ce qui se passerait en cas d'incidents, s'il y a un nouveau mort par exemple. Le Roi doit lancer un vrai dialogue et libérer les leaders du mouvement”,* insiste le chercheur de l'Iris.

Julien Thomas